

- GUYANE -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

n° 125

**3^{ème} trimestre 2005
(décembre 2005)**

Conjoncture financière et bancaire

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>La disponibilité des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. La position extérieure nette du système bancaire local</i>	17
<i>6. Risques sectoriels</i>	18
<i>7. Rappel des taux</i>	20
<i>7.1 Taux réglementés</i>	20
<i>7.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	20
<i>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	20
<i>7.4 Taux de l'usure</i>	20
<i>8. Monnaie fiduciaire</i>	21
<i>8.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	21
<i>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Conjoncture financière et bancaire

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

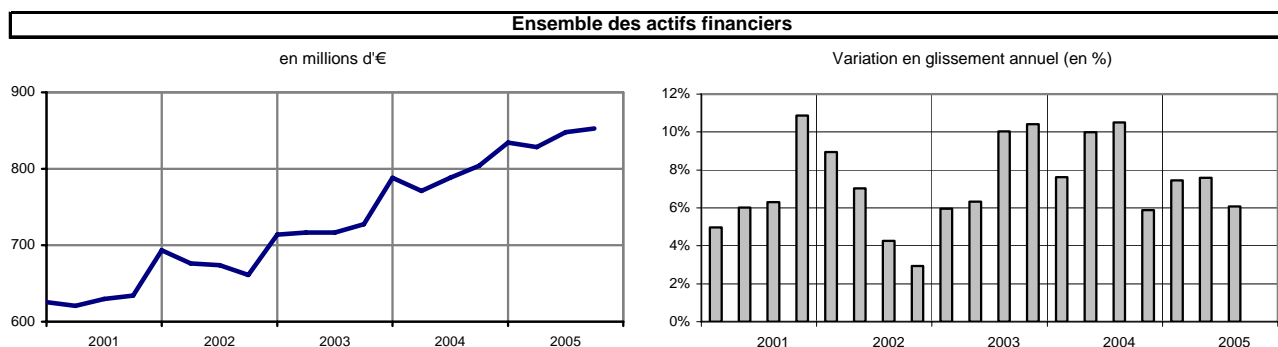
6) Position extérieure nette

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

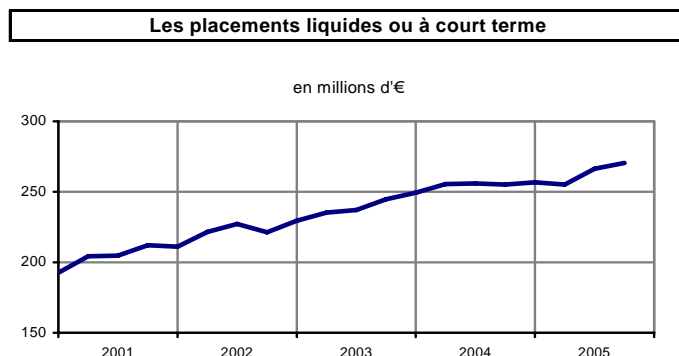
1. Synthèse

Les actifs financiers progressent de 5,6 % sur un an.

Au 30 septembre 2005, l'ensemble des actifs financiers recensés dans le département (hors contrats d'assurance-vie¹) s'établit à 803,3 millions d'€ et affiche ainsi une progression en glissement annuel de 5,6 % (contre + 9,6 % au 3^{ème} trimestre 2004). Conformément à l'anticipation des dirigeants des établissements bancaires formulée lors de la dernière enquête, l'opinion relative à la collecte des dépôts est repassée en terrain positif pour le 4^{ème} trimestre 2005. Toutefois, cette tendance devrait s'inscrire à la baisse à en juger des perspectives pour le début d'année 2006.



L'encours des dépôts à vue s'élève à 396,3 millions d'€ (soit 49 % du total des actifs hors assurances-vie), affichant un rythme de croissance supérieur à celui de l'ensemble des actifs financiers (+ 6,7 % contre + 10,9 % en septembre 2004). L'encours reste toutefois relativement stable depuis le début de l'année, ce qui explique le ralentissement du rythme de croissance alimenté par la progression des dépôts à vue des ménages (+ 6,7 %) et des autres agents (+ 49,2 %).



Les placements liquides ou à court terme (270,5 millions d'€ soit 34 % du total) enregistrent également une hausse significative de 6,0 % sur un an, soit le plus fort taux de croissance annuelle relevé depuis juin 2004. Cette progression est liée à la bonne orientation des placements indexés sur les taux du marché monétaire et des comptes d'épargne à régime spécial (respectivement + 6,6 % et + 5,8 %). La reprise de la croissance des placements indexés sur les taux du marché monétaire, observée

depuis le second trimestre, s'explique essentiellement par celle des OPCVM monétaires (+ 29,3 %). La progression des comptes d'épargne à régime spécial (+ 5,8 %) provient de la hausse des livrets A (+ 4,0 % contre + 0,8 % au 30 septembre 2004), des livrets ordinaires (+ 5,1 %, contre + 6,4 %) et des comptes d'épargne logement (+ 12,1 %, contre + 10,9 %).

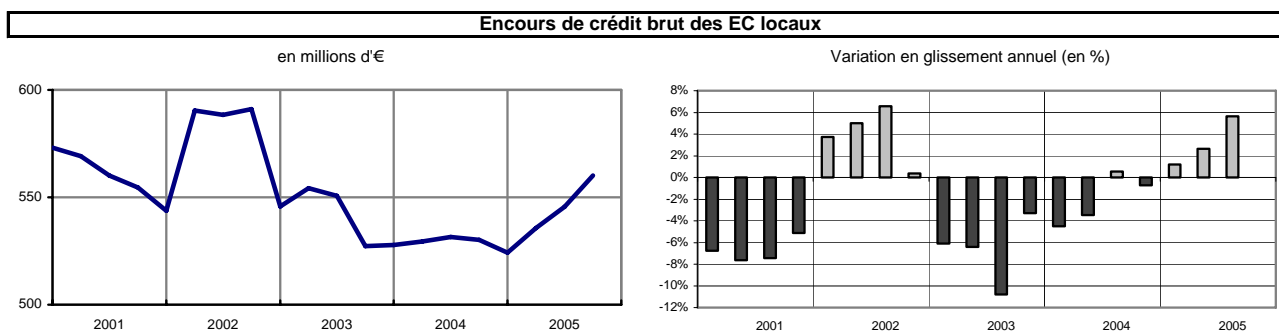
S'agissant de l'épargne à long terme (hors contrats d'assurance-vie), l'intérêt des agents économiques pour ce type de placement est moins vif au 3^{ème} trimestre 2005 : leur encours, qui représente 17 % du total des actifs financiers, affiche une progression annuelle en ralentissement (+ 1,6 % contre + 17,1 %) pour s'établir à 136,6 millions d'€ au 30 septembre 2005. Les avoirs des ménages, principaux détenteurs de ce type d'épargne (92 % du total), progressent de 6,6 % en glissement annuel.

¹ La collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est récemment enrichie de données provenant d'établissements de la place qui n'étaient pas recensées jusqu'à présent. Cet effet de base ne permet pas une analyse pertinente de l'évolution de ces produits sur la période sous revue. Pour information, l'encours des contrats d'assurance-vie recensé au 30 septembre 2005 s'élève à 49,3 millions d'€

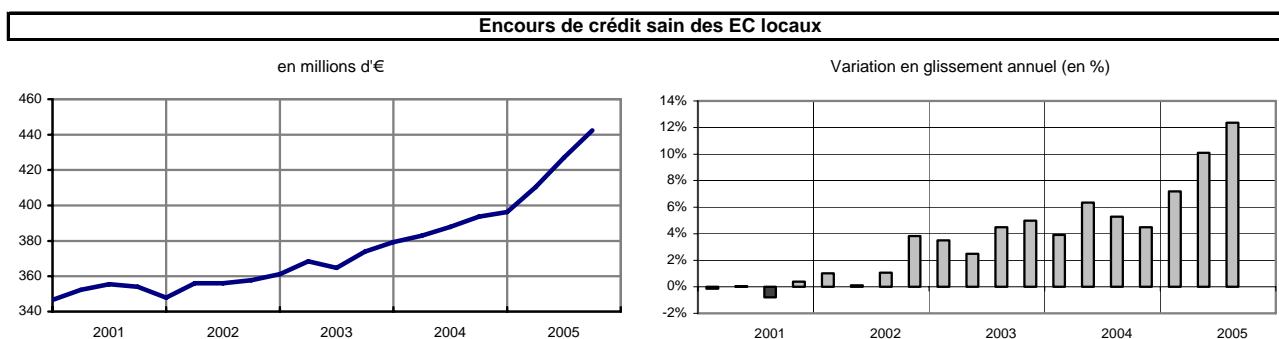
Conjoncture financière et bancaire

L'encours de crédit des établissements locaux poursuit son mouvement de croissance depuis mars 2005...

Le marché du crédit affiche une orientation à la hausse au 30 septembre 2005 : l'encours total des passifs financiers en faveur des agents économiques guyanais atteint 1 374,2 millions d'€ augmentant ainsi de 7,9 % sur un an (contre + 1,3 % en septembre 2004). L'encours sain global continue de progresser à un rythme soutenu (+ 10,8 % en glissement annuel) pour atteindre 1 236,0 millions d'€. Dans ce contexte, les créances douteuses brutes enregistrent un repli de 12,3 % sur un an, confirmant la poursuite de l'assainissement des portefeuilles de crédit. Avec un encours total de 773,0 millions d'€ les entreprises sont les principales bénéficiaires des concours octroyés (56 % du total). Leur endettement progresse de 3,0 % en glissement annuel (contre + 0,8 % l'année dernière). De même, l'endettement en faveur des collectivités locales, principalement sous la forme de crédits à l'équipement (86 % du total, en hausse de 32,5 % sur un an) a fortement progressé sur un an (+ 29,4 %) et atteint 205,1 millions d'€



Au 30 septembre 2005, l'encours global de crédit consenti par les établissements locaux poursuit son mouvement ascendant relevé depuis le début d'année 2005. Il atteint ainsi 560,1 millions d'€ en hausse de 5,6 % sur un an. L'encours de crédit sain enregistre un taux de croissance annuelle record depuis mars 2000 (+ 12,4 %).



L'endettement total des entreprises, principaux débiteurs des établissements de crédit locaux (51 % du total), enregistre une progression de 2,0 %, après 11 trimestres consécutifs de variations négatives, à 285,7 millions d'€. Leur encours sain s'élève à 183,3 millions d'€ en hausse de 15,0 %. Dans le détail, les crédits d'investissement affichent une progression (hors encours de crédits-bail d'un nouvel établissement de la place recensé au 3^{ème} trimestre 2005) en glissement annuel de 3,0 % pour s'établir à 81,7 millions d'€. Au sein de ceux-ci, les crédits d'équipement (88 % du total) enregistrent une hausse de + 1,5 %. Par ailleurs, les crédits d'exploitation (dont 50 % de comptes ordinaires débiteurs) progressent de 8,4 % à 49,9 millions d'€ sur un an. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours aux entreprises s'inscrit en baisse de 7,5 points sur un an à 37,0 %. Enfin, les crédits immobiliers (+ 51,6 %) et les autres crédits (+ 58,9 %) contribuent fortement à la performance globale.

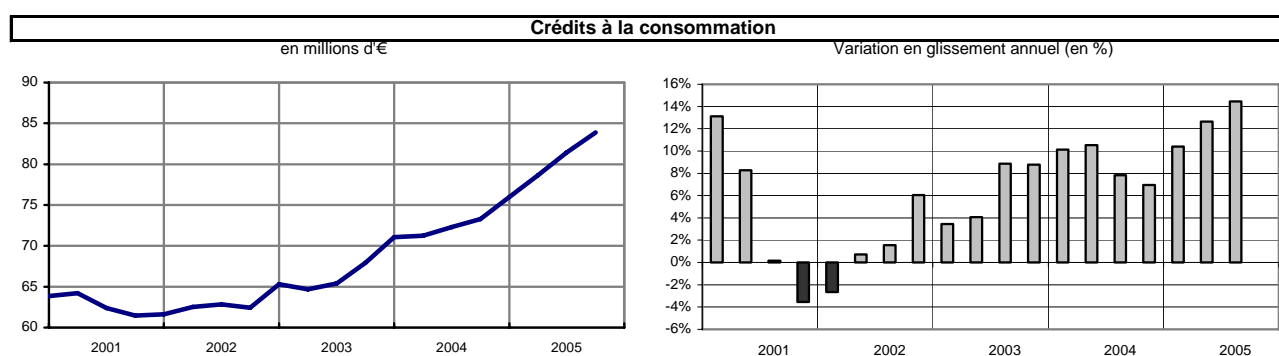


Conjoncture financière et bancaire

La production de crédits est restée bien orientée sur le marché des entreprises au 4^{ème} trimestre 2005, les soldes d'opinion des dirigeants des établissements locaux étant positifs pour les crédits d'exploitation et les crédits d'équipement. Les perspectives pour le 1^{er} trimestre 2006 restent favorables pour les crédits d'équipement, mais un tassement sensible du solde d'opinion est observé concernant les crédits d'exploitation.

L'encours total des crédits en faveur des ménages affiche un taux de croissance annuelle de 10,4 % et atteint 269,7 millions d'€ Les crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages (66 % de l'encours sain), augmentent de 10,1 %, confirmant ainsi la reprise engagée depuis mars 2005. Les comptes ordinaires débiteurs enregistrent une hausse record de 21,4 % par rapport à l'année précédente (+ 13,0 %), qui contribue à la progression des crédits à la consommation (+ 14,5 % contre + 7,7 % au 30 septembre 2004). Enfin, le taux de créances douteuses brutes s'établit à 5,5 %, en baisse de 0,8 point sur un an.

Les soldes d'opinion des dirigeants des établissements bancaires laissent présager un ralentissement pour la production de crédits aux particuliers au 4^{ème} trimestre 2005, à la fois pour les crédits à l'habitat et les crédits à la consommation. Toutefois, une progression sensible est anticipée pour le 1^{er} trimestre 2006.

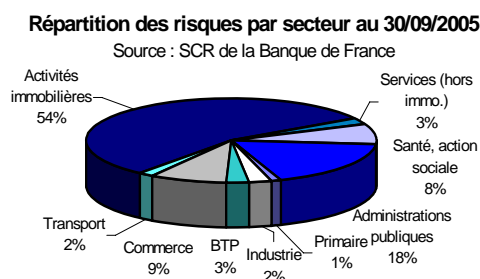


Enfin, les établissements bancaires locaux demeurent prêteurs sur le marché interbancaire, la position nette du système bancaire guyanais étant structurellement excédentaire : elle atteint 304,6 millions d'€ au 30 septembre 2005 (+ 3,1 % sur le trimestre).

Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent de 8,3 % sur un an.

Au 30 septembre 2005, l'encours des crédits aux entreprises enregistré par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 1 144,8 millions d'€, en hausse de 8,3 % en glissement annuel et de 2,5 % par rapport à juin 2005. Les activités immobilières occupent une place majoritaire dans ce total (soit 54 % du total). Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 18 % du total, suivies par le secteur du commerce (9 %) et celui de la santé (8 %).

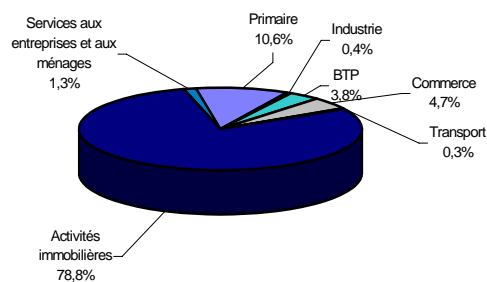
Sur un an, le total des risques présente des variations irrégulières selon les secteurs d'activité. Les progressions les plus significatives relèvent des secteurs de la santé (+ 45,5 %), des administrations publiques (+ 22,3 %) et des activités immobilières (+ 4,9 %). A l'inverse, le total des risques portés sur le secteur des services aux particuliers et aux entreprises baisse de 17,4 %, de même que celui sur le secteur primaire (- 10,6 %).



Conjoncture financière et bancaire

Par ailleurs, les nouvelles créances douteuses déclarées au 3^{ème} trimestre 2005 sont en nette baisse (soit - 82,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2005). Elles concernent pour la quasi-totalité les secteurs de l'immobilier (79 %) et du primaire (11 %). Les déclarations concernant le commerce, le transport, et l'industrie, présentent ainsi un poids inférieur à celui de leurs risques déclarés au SCR. Il en va de même pour les services aux entreprises et aux ménages.

Nouveaux encours douteux au 3^{ème} trimestre 2005

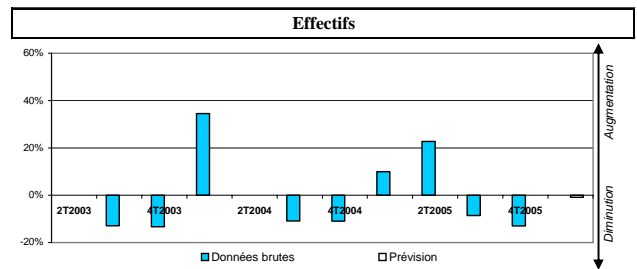
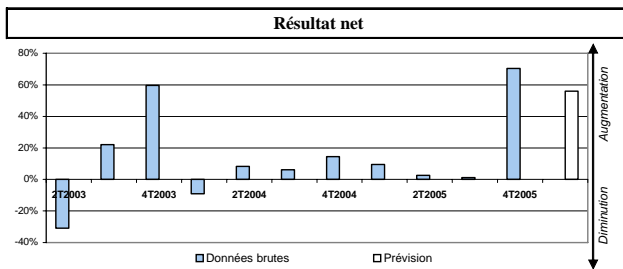
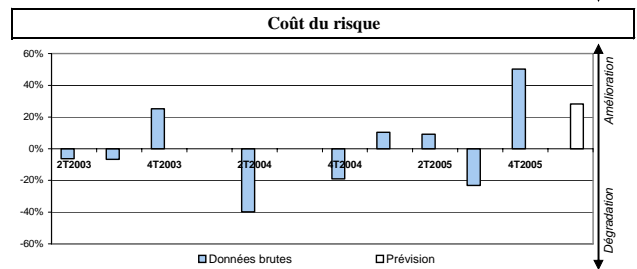
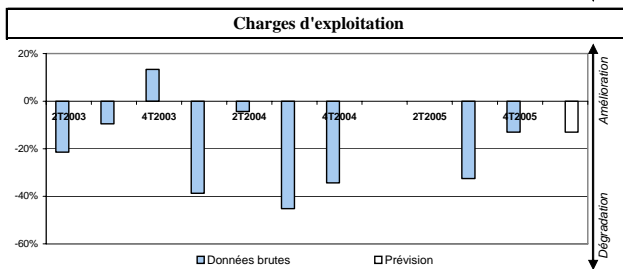
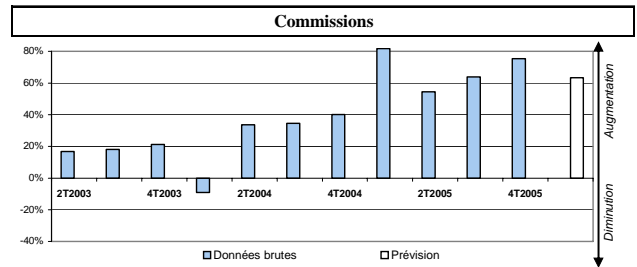
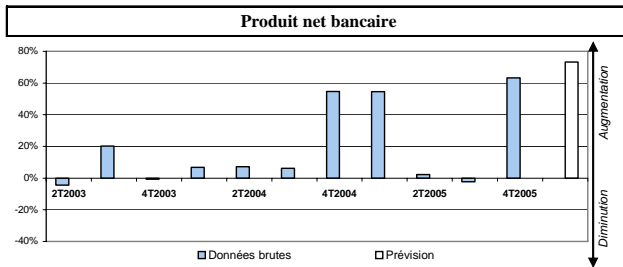
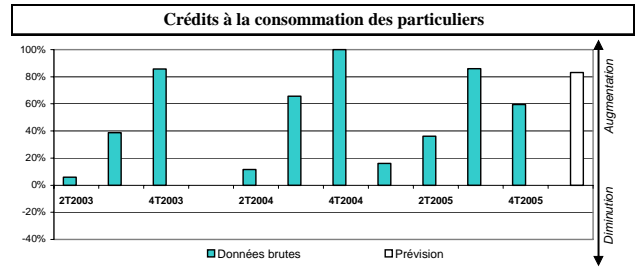
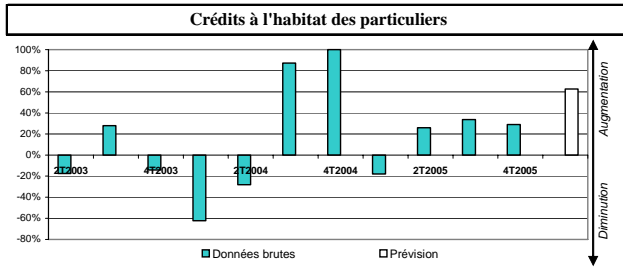
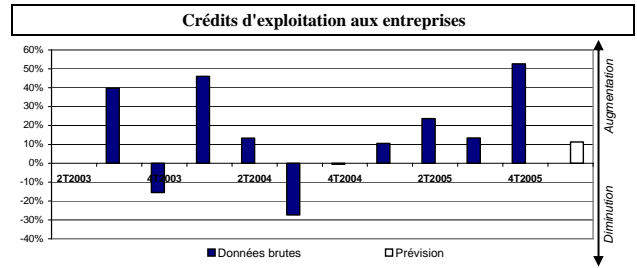
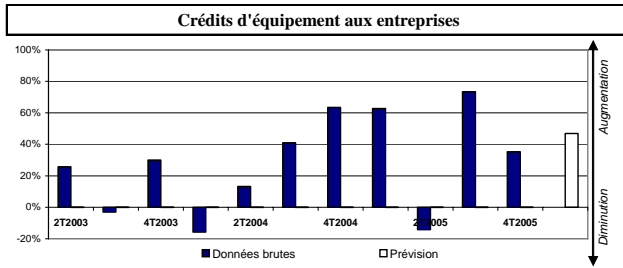
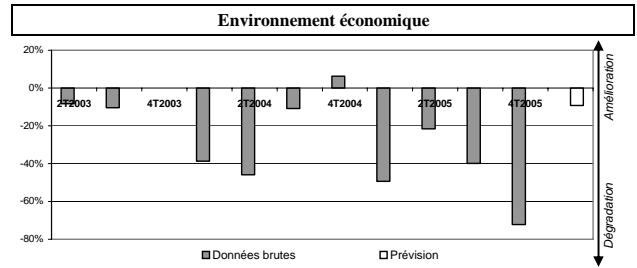
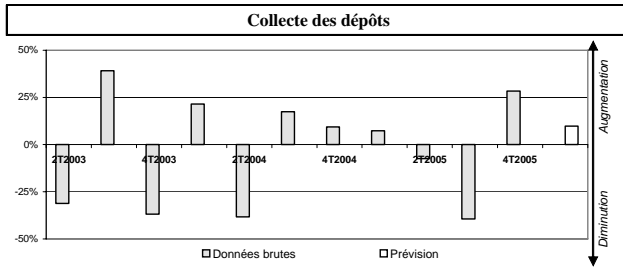


Les résultats bancaires s'améliorent...

L'opinion des dirigeants des établissements bancaires concernant leur PNB est bien orientée au 4^{ème} trimestre 2005, soutenue par le dynamisme du marché du crédit aux entreprises et la progression du commissionnement. Le solde d'opinion sur les charges d'exploitation s'est sensiblement amélioré, et celui sur le coût du risque repasse en terrain positif ce trimestre. Ces évolutions devraient entraîner une nette amélioration des résultats bancaires. Les perspectives pour le 1^{er} trimestre 2006 restent favorables pour le produit net bancaire et pour le commissionnement. Un coût du risque en amélioration et des charges contenues devraient contribuer à une nouvelle amélioration des résultats.

2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

Soldes d'opinions des dirigeants



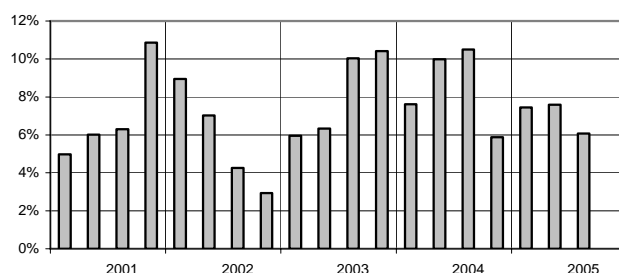
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	sept-00	sept-01	sept-02	sept-03	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	142,6	120,8	121,8	156,8	169,7	189,2	177,8	179,3	171,9	1,3%	-4,1%
Dépôts à vue	98,8	76,7	88,3	115,5	121,3	140,0	134,2	134,8	122,0	0,5%	-9,5%
Placements liquides ou à court terme	39,2	40,5	30,2	34,2	32,5	34,9	31,5	34,8	39,6	21,9%	13,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	13,8%	1,6%
Placements indexés sur les taux de marché	39,1	40,3	30,0	34,0	32,2	34,6	31,1	34,4	39,3	22,0%	14,0%
(dt) comptes à terme	13,1	18,0	20,2	23,8	19,7	19,9	18,6	20,6	19,3	-2,2%	-6,4%
(dt) OPCVM monétaires	8,9	10,5	5,9	6,7	9,5	13,1	11,9	13,1	19,4	103,8%	47,6%
(dt) certificats de dépôt	16,9	11,6	3,8	3,3	3,0	1,5	0,5	0,7	0,6	-79,7%	-14,3%
Epargne à long terme	4,6	3,5	3,3	7,1	15,9	14,2	12,1	9,7	10,3	-35,3%	6,2%
(dt) OPCVM non monétaires	4,3	3,1	3,0	6,8	14,6	13,9	11,6	9,2	9,8	-33,2%	6,3%
Ménages	446,3	503,8	529,2	555,7	612,0	629,7	633,7	649,7	651,7	6,5%	0,3%
Dépôts à vue	171,9	211,5	216,8	210,1	232,6	243,5	244,3	249,2	248,2	6,7%	-0,4%
Placements liquides ou à court terme	148,9	167,9	188,1	205,1	218,0	218,4	220,2	228,6	227,8	4,5%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	125,8	138,1	149,7	164,8	174,5	179,0	181,5	186,0	184,7	5,8%	-0,7%
Livrets ordinaires	34,5	37,2	39,6	42,9	45,3	45,2	45,5	46,5	47,7	5,2%	2,5%
Livrets A et bleu	65,2	70,4	77,5	84,3	85,4	88,1	88,9	90,6	88,9	4,1%	-1,9%
Livrets jeune	0,2	2,0	0,2	0,7	0,9	1,0	1,4	1,5	1,6	70,6%	4,4%
Livrets d'épargne populaire	8,4	9,4	10,1	11,7	14,5	15,1	15,1	15,1	14,8	2,1%	-1,9%
CODEVI	3,4	4,1	4,7	5,4	6,3	6,6	6,8	7,2	6,9	9,7%	-4,3%
Comptes d'épargne logement	14,1	15,0	17,6	19,9	22,1	23,0	23,8	25,1	24,8	12,1%	-1,2%
Placements indexés sur les taux de marché	23,1	29,9	38,4	40,3	43,5	39,4	38,7	42,6	43,2	-0,8%	1,4%
(dt) OPCVM monétaires	3,3	4,8	9,6	10,1	14,8	12,3	12,7	14,3	13,4	-9,3%	-6,2%
(dt) Comptes créditeurs à terme	18,2	23,8	28,7	30,0	28,6	26,9	25,9	28,2	29,7	3,9%	5,3%
Epargne à long terme	125,4	124,4	124,4	140,5	161,3	167,8	169,2	171,9	175,7	8,9%	2,2%
Plans d'épargne logement	58,8	63,9	69,7	76,5	84,0	86,4	88,6	89,3	89,0	5,9%	-0,4%
Plans d'épargne populaire	11,7	11,6	11,0	11,1	10,6	10,4	10,3	10,0	9,6	-8,8%	-4,0%
Autres comptes d'épargne	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	16,4%	30,9%
Portefeuille-titre	8,9	5,6	4,7	5,7	5,8	7,1	7,7	8,5	9,2	59,0%	7,6%
OPCVM non-monétaires	21,8	18,1	14,1	14,2	18,0	19,7	17,6	17,7	18,4	2,0%	4,0%
Contrats d'assurance-vie	24,1	25,1	24,7	32,9	42,8	43,9	44,7	46,2	49,3	15,4%	6,8%
Autres agents	7,6	9,4	10,1	15,0	22,2	15,6	17,0	19,1	29,1	31,3%	52,6%
Dépôts à vue	4,6	5,7	7,0	9,4	17,5	12,1	13,5	16,1	26,1	49,2%	62,6%
Placements liquides ou à court terme	3,0	3,6	2,9	5,4	4,6	3,4	3,5	3,0	3,0	-34,7%	-0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,4	0,2	0,1	0,4	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	-9,0%	1,3%
Placements indexés sur les taux de marché	2,6	3,4	2,9	5,1	4,0	2,8	2,9	2,5	2,4	-38,5%	-0,6%
Epargne à long terme	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Total actifs financiers	596,5	634,0	661,1	727,4	803,9	834,5	828,4	848,0	852,7	6,1%	0,5%
Dépôts à vue	275,3	293,9	312,0	334,9	371,5	395,6	391,9	400,1	396,3	6,7%	-1,0%
Placements liquides ou à court terme	191,1	212,1	221,2	244,8	255,1	256,7	255,2	266,4	270,5	6,0%	1,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	126,3	138,4	150,0	165,4	175,5	180,0	182,5	186,9	185,6	5,8%	-0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	64,8	73,6	71,3	79,3	79,6	76,7	72,7	79,4	84,9	6,6%	6,8%
Epargne à long terme	130,1	128,1	127,8	147,8	177,3	182,2	181,3	181,6	186,0	4,9%	2,4%

Ensemble des actifs financiers

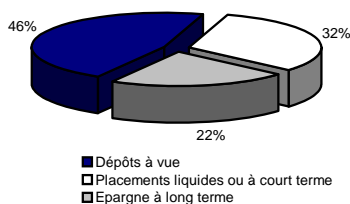
en millions d'€

Variation en glissement annuel (en %)

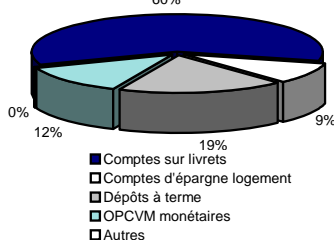


Structure des actifs financiers par nature

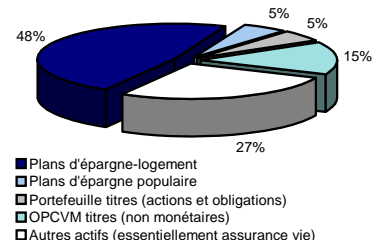
Actifs financiers



Placements liquides ou à court terme



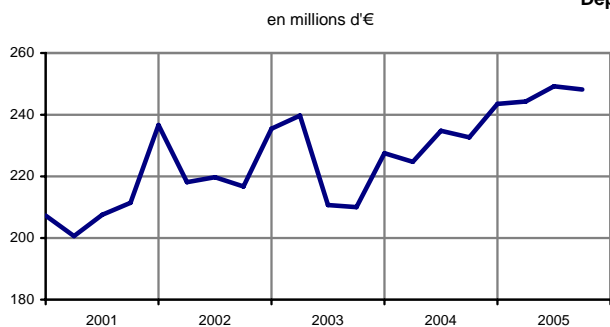
Epargne à long terme



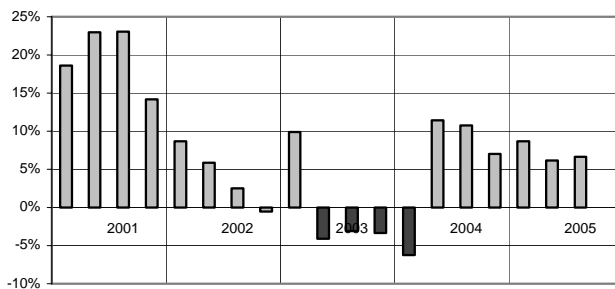
Conjoncture financière et bancaire

Les placements des ménages

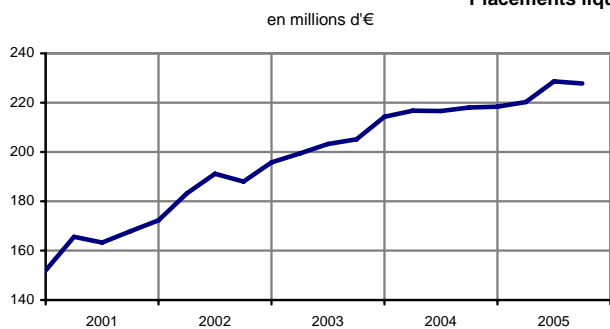
Dépôts à vue



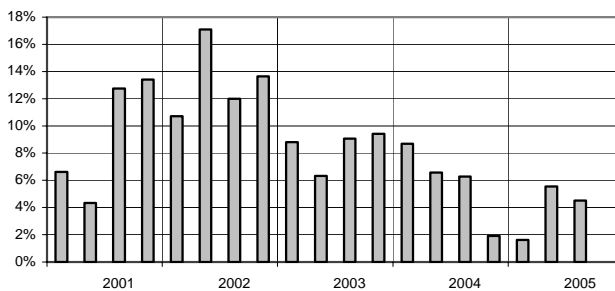
Variation en glissement annuel (en %)



Placements liquides ou à court terme



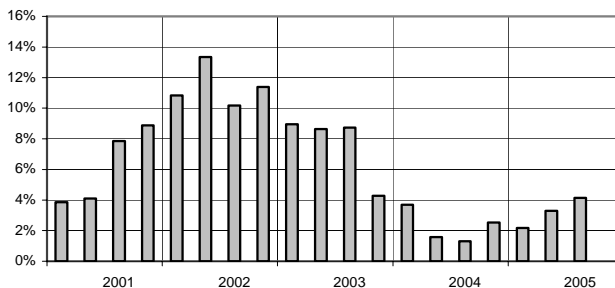
Variation en glissement annuel (en %)



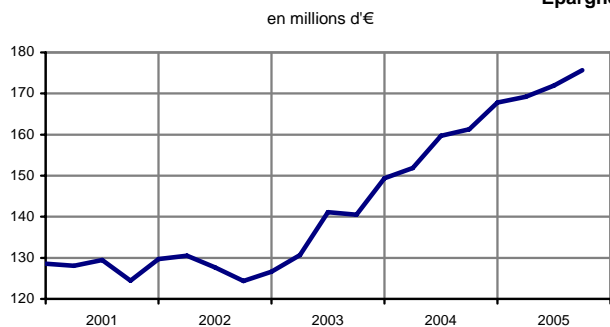
Livrets A et bleu



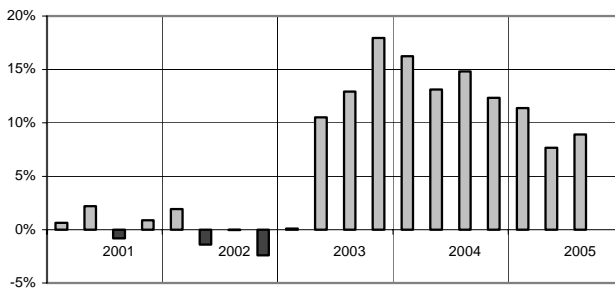
Variation en glissement annuel (en %)



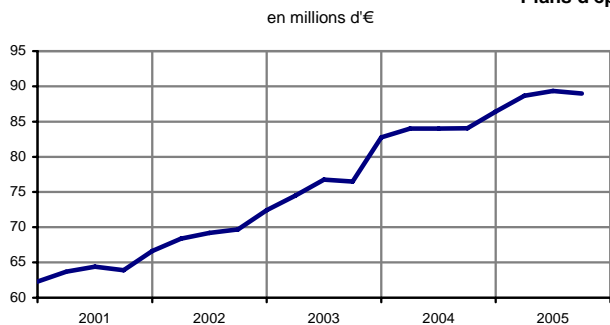
Épargne à long terme



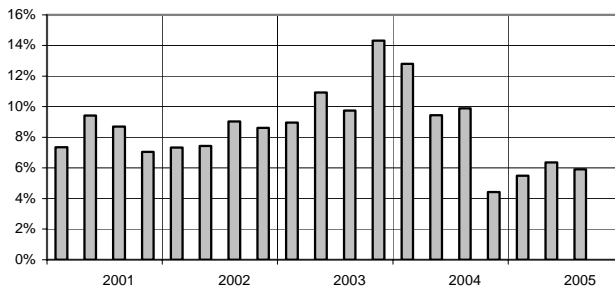
Variation en glissement annuel (en %)



Plans d'épargne logement



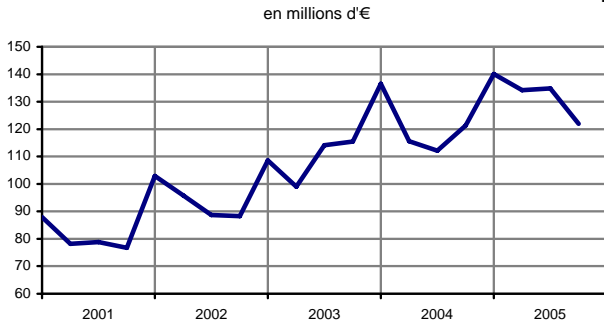
Variation en glissement annuel (en %)



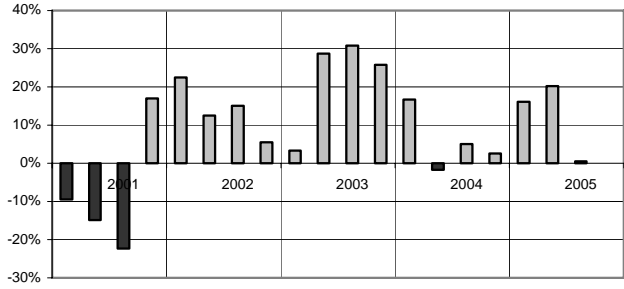
Conjoncture financière et bancaire

Les disponibilités des entreprises

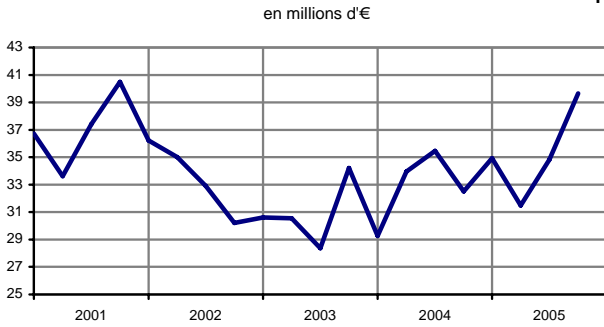
Dépôts à vue



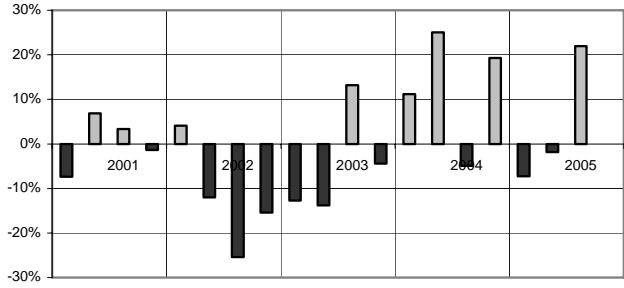
Variation en glissement annuel (en %)



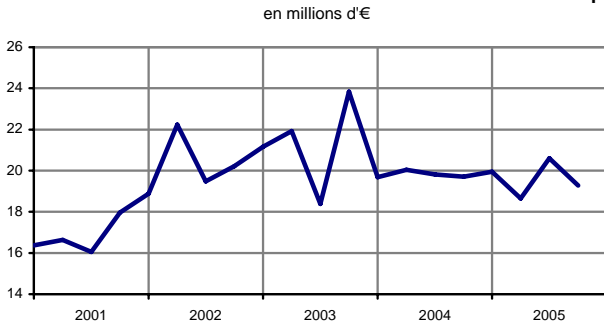
Placements liquides ou à court terme



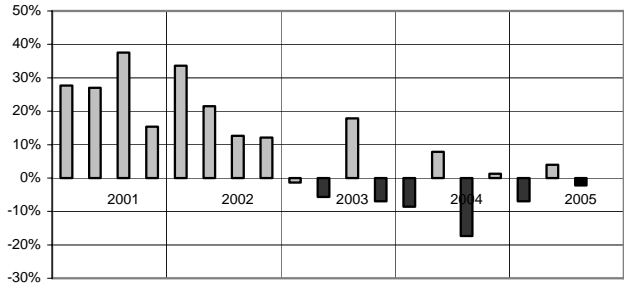
Variation en glissement annuel (en %)



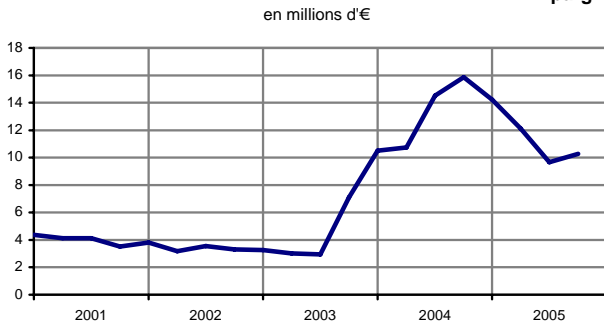
Dépôts à terme



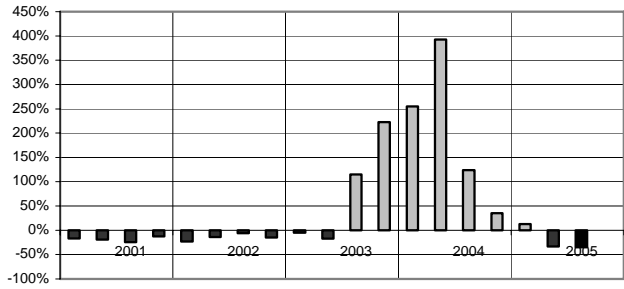
Variation en glissement annuel (en %)



Epargne à long terme



Variation en glissement annuel (en %)



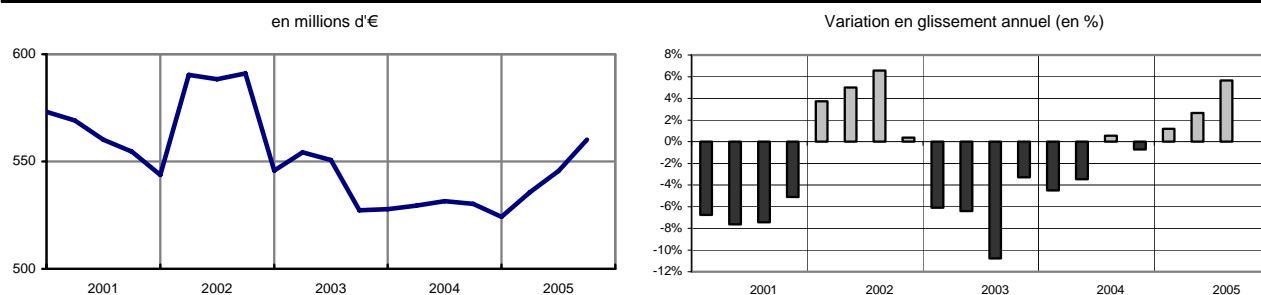
Conjoncture financière et bancaire

4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

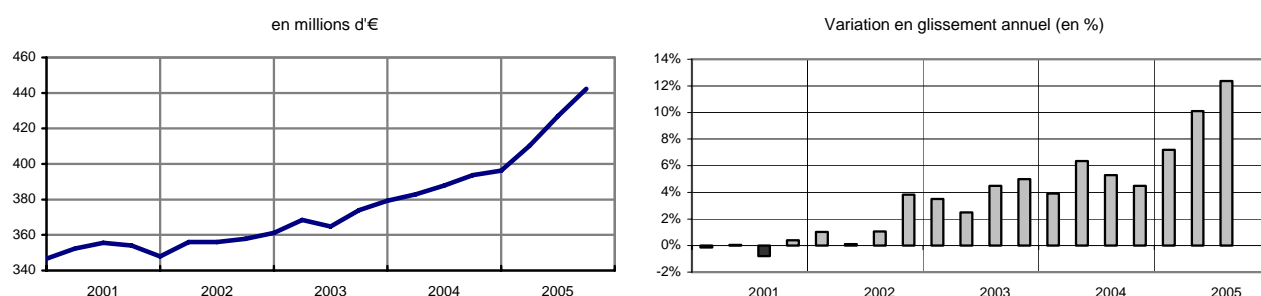
4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'€									Variations	
	sept-00	sept-01	sept-02	sept-03	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	38,5	36,9	36,9	43,6	46,1	44,0	45,0	49,3	49,9	8,4%	1,3%
Créances commerciales	5,0	5,9	5,5	6,5	6,3	6,8	4,8	5,8	7,5	18,3%	28,8%
Crédits de trésorerie	14,8	16,7	14,9	13,6	16,6	18,3	15,7	16,8	17,3	4,0%	2,9%
Comptes ordinaires débiteurs	18,7	14,3	16,5	23,5	23,2	18,8	24,5	26,7	25,2	8,8%	-5,6%
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	91,0	87,9	83,4	80,9	84,3	83,0	83,5	87,0	88,7	5,1%	1,9%
Crédits à l'équipement	91,0	87,9	81,6	75,6	76,6	75,1	75,5	79,4	77,8	1,5%	-2,1%
Crédit-bail	0,0	0,0	1,8	5,3	7,7	7,9	7,9	7,6	10,9	41,6%	43,6%
Crédits à l'habitat	13,0	12,0	11,9	16,8	18,3	19,3	21,5	25,3	27,8	51,6%	10,0%
Autres crédits	13,6	16,0	14,1	15,0	10,6	12,0	13,5	14,4	16,9	58,9%	17,3%
Encours sain	156,0	152,8	146,3	156,4	159,4	158,3	163,4	175,9	183,3	15,0%	4,2%
Créances douteuses brutes	219,2	174,1	203,2	125,9	120,8	114,4	110,0	103,0	102,4	-15,2%	-0,6%
Encours total	375,2	326,9	349,5	282,3	280,2	272,7	273,4	279,0	285,7	2,0%	2,4%
Taux de créances douteuses	58,4%	53,3%	63,6%	47,2%	44,5%	43,2%	41,8%	37,9%	37,0%	-7,5	-0,9
Ménages											
Crédits à la consommation	61,4	61,5	62,4	68,0	73,3	76,0	78,6	81,4	83,9	14,5%	3,0%
Crédits de trésorerie	56,7	56,4	56,4	62,6	67,0	70,0	71,8	74,6	76,2	13,7%	2,2%
Comptes ordinaires débiteurs	4,7	5,0	5,7	4,6	5,2	4,9	5,7	5,6	6,3	21,4%	14,1%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,3	0,7	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	28,5%	2,7%
Crédits à l'habitat	126,6	128,7	135,2	137,7	153,7	154,1	155,0	162,0	169,2	10,1%	4,4%
Autres crédits	0,1	0,1	1,6	2,3	2,0	1,9	1,8	1,7	1,7	-12,4%	1,9%
Encours sain	188,1	190,2	199,2	207,9	229,0	232,1	235,5	245,1	254,8	11,3%	3,9%
Créances douteuses brutes	23,0	26,1	29,6	21,5	15,4	13,2	15,0	15,2	14,9	-3,0%	-1,5%
Encours total	211,1	216,3	228,7	229,4	244,3	245,2	250,5	260,2	269,7	10,4%	3,6%
Taux de créances douteuses	10,9%	12,1%	12,9%	9,4%	6,3%	5,4%	6,0%	5,8%	5,5%	-0,8	-0,3
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	0,2	0,0	0,1	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	-85,6%	-77,0%
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-79,5%	-51,4%
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,0	0,1	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	-90,8%	-88,5%
Crédits à l'équipement	5,8	4,5	6,3	3,0	1,1	0,6	0,5	0,4	0,4	-65,9%	3,5%
Autres crédits	0,0	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-11,7%	-15,3%
Encours sain	6,1	4,8	6,6	3,6	1,4	0,9	0,8	0,6	0,5	-64,8%	-15,2%
Créances douteuses brutes	0,0	0,4	0,4	6,0	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	20,9%	2,0%
Encours total	6,1	5,2	7,0	9,6	1,7	1,3	1,1	1,0	0,9	-48,9%	-8,4%
Taux de créances douteuses	0,0%	6,9%	5,5%	62,5%	18,5%	25,9%	31,8%	39,3%	43,8%	25,3	4,5
Autres agents											
Encours sain	6,6	6,1	5,7	6,1	4,0	4,9	10,6	5,5	3,8	-4,2%	-30,7%
Créances douteuses brutes	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Encours total	6,8	6,1	5,7	6,1	4,0	4,9	10,6	5,5	3,8	-4,2%	-30,7%
Taux de créances douteuses	3,4%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
TOTAL											
Encours sain	356,8	354,0	357,8	373,9	393,7	396,3	410,3	427,1	442,3	12,4%	3,6%
Créances douteuses brutes	242,4	200,6	233,2	153,4	136,5	127,9	125,4	118,6	117,8	-13,7%	-0,7%
Encours total	599,3	554,6	591,0	527,3	530,2	524,1	535,7	545,6	560,1	5,6%	2,6%
Taux de créances douteuses	40,5%	36,2%	39,5%	29,1%	25,7%	24,4%	23,4%	21,7%	21,0%	-4,7	-0,7
Taux de provisionnement	85,4%	83,1%	84,2%	79,0%	81,0%	81,2%	82,6%	84,0%	84,3%	3,3	0,3

Encours de crédit brut des EC locaux

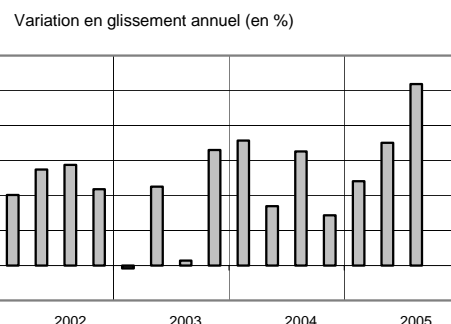
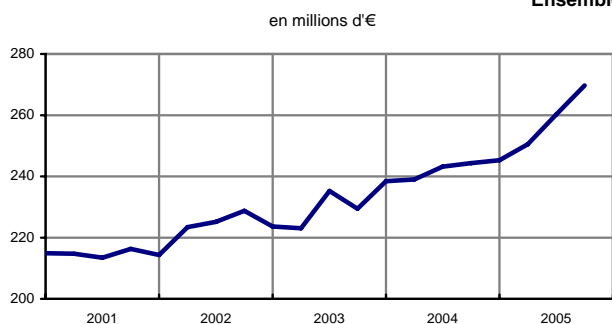


Encours de crédit sain des EC locaux

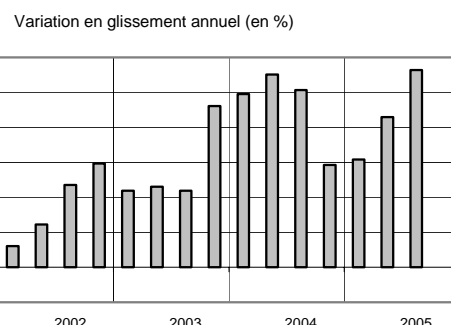
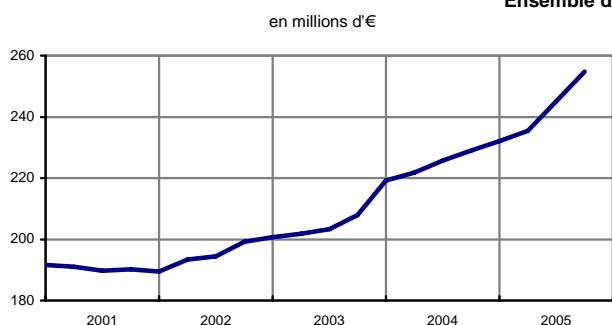


L'endettement des ménages

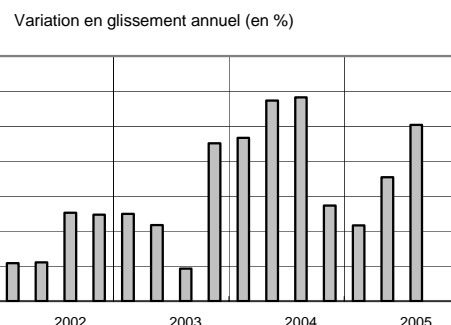
Ensemble des concours



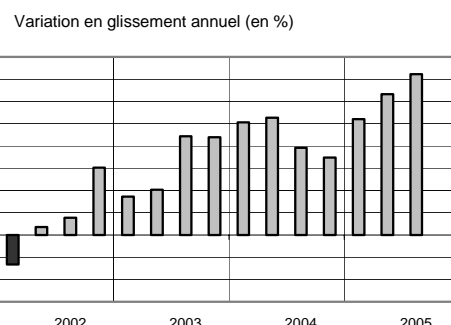
Ensemble des concours sains



Crédits à l'habitat

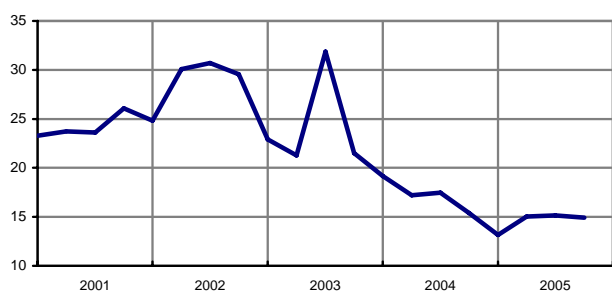


Crédits à la consommation



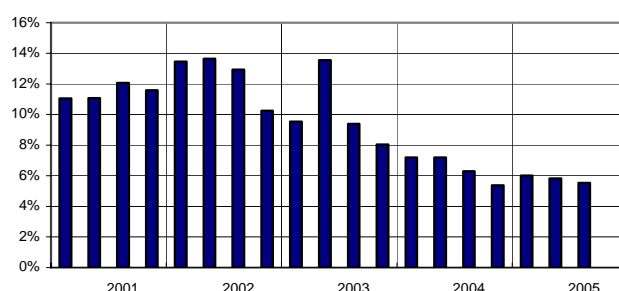
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

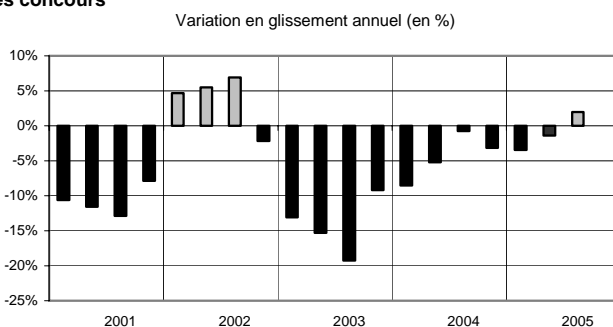
en %



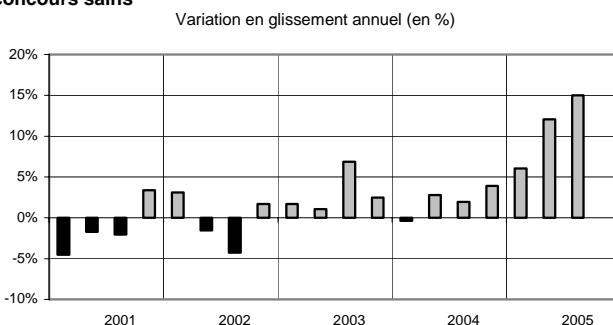
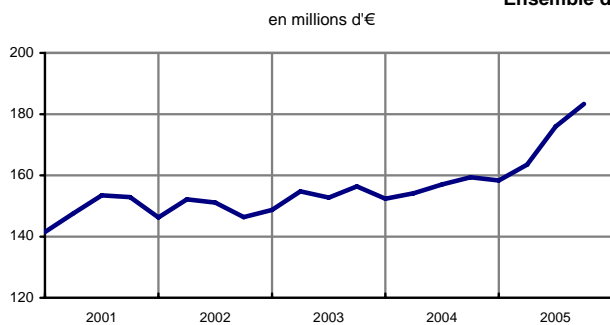
Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises

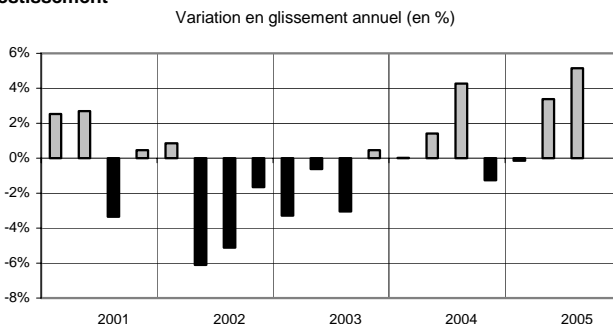
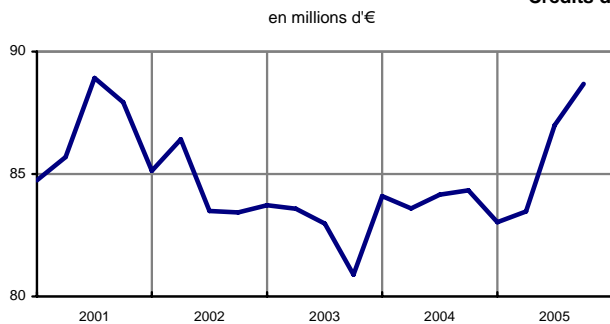
Ensemble des concours



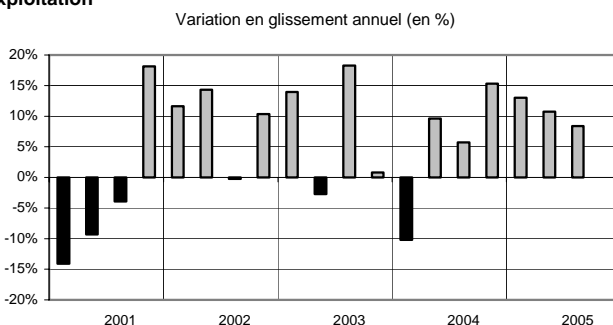
Ensemble des concours sains



Crédits d'investissement

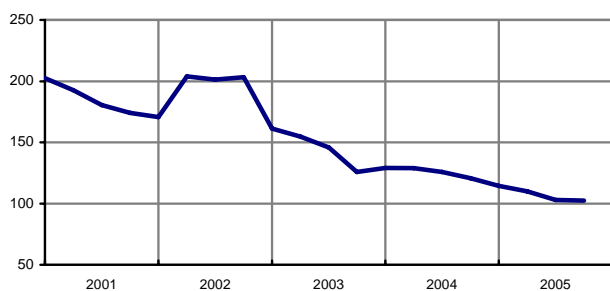


Crédits d'exploitation



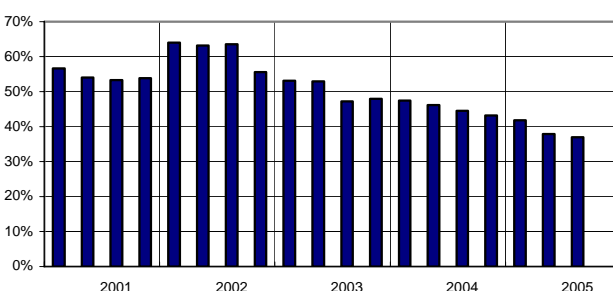
Créances douteuses brutes

en millions d'€



Taux de créances douteuses

en %



Conjoncture financière et bancaire

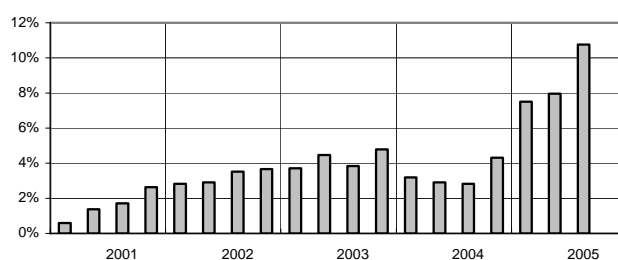
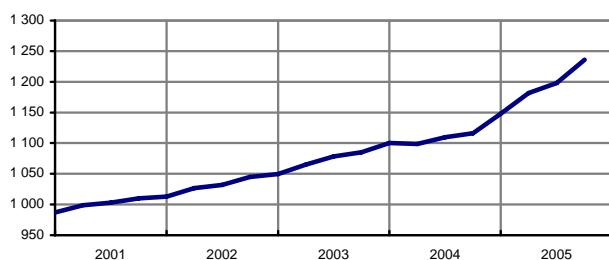
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'€										Variations	
	sept-00	sept-01	sept-02	sept-03	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim.	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	38,5	37,2	36,9	43,6	46,5	44,6	45,0	49,3	50,4	8,5%	2,4%	
Créances commerciales	5,0	5,9	5,5	6,5	6,3	6,8	4,8	5,8	7,5	18,3%	28,8%	
Crédits de trésorerie	14,9	17,0	14,9	13,6	17,0	19,0	15,8	16,8	17,8	4,3%	5,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	18,7	14,3	16,5	23,5	23,2	18,8	24,5	26,7	25,2	8,8%	-5,6%	
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	94,3	93,6	90,8	85,6	84,8	83,5	84,0	87,5	89,2	5,1%	1,9%	
Crédits à l'équipement	94,3	93,6	88,9	80,3	77,1	75,6	76,0	79,9	78,3	1,5%	-2,0%	
Crédit-bail	0,0	0,0	1,8	5,3	7,7	7,9	7,9	7,6	10,9	41,6%	43,6%	
Crédits à l'habitat	384,1	392,5	434,8	463,2	473,0	480,5	489,1	496,2	499,3	5,6%	0,6%	
Autres crédits	17,9	19,9	17,6	17,8	13,0	14,1	15,7	16,3	18,8	45,0%	15,3%	
Encours sain	534,7	543,2	580,0	610,2	617,3	622,8	633,7	649,3	657,7	6,6%	1,3%	
Créances douteuses brutes	226,9	181,9	180,4	134,3	133,3	126,8	122,5	112,4	115,3	-13,4%	2,6%	
Encours total	761,6	725,1	760,4	744,5	750,5	749,6	756,2	761,7	773,0	3,0%	1,5%	
Taux de créances douteuses	29,8%	25,1%	24,5%	18,0%	17,8%	16,9%	16,2%	14,8%	14,9%	-2,8	0,2	
Ménages												
Crédits à la consommation	71,6	72,6	74,2	79,6	85,1	87,6	90,1	93,4	95,7	12,5%	2,4%	
Crédits de trésorerie	66,9	67,5	68,2	74,2	78,8	81,6	83,2	86,6	88,0	11,7%	1,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	4,7	5,0	5,7	4,6	5,2	4,9	5,7	5,6	6,3	21,4%	14,1%	
Crédit-bail	0,0	0,0	0,3	0,7	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	28,5%	2,7%	
Crédits à l'habitat	190,0	190,7	195,3	196,0	212,9	205,7	205,2	212,6	221,3	3,9%	4,1%	
Autres crédits	0,1	0,1	2,1	2,6	2,5	2,4	2,2	1,9	2,0	-21,3%	1,7%	
Encours sain	261,7	263,4	271,5	278,2	300,5	295,7	297,6	308,0	319,0	6,1%	3,6%	
Créances douteuses brutes	31,1	35,0	62,3	31,2	23,7	20,4	22,4	22,2	21,9	-7,7%	-1,5%	
Encours total	292,8	298,4	333,8	309,4	324,2	316,1	320,0	330,2	340,9	5,1%	3,2%	
Taux de créances douteuses	10,6%	11,7%	18,7%	10,1%	7,3%	6,5%	7,0%	6,7%	6,4%	-0,9	-0,3	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,2	0,0	0,1	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	-85,6%	-77,0%	
Crédits de trésorerie	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-79,5%	-51,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,2	0,0	0,1	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	-90,8%	-88,5%	
Crédits à l'équipement	141,5	149,6	139,3	136,2	134,0	147,1	158,5	156,6	177,6	32,5%	13,4%	
Autres crédits	28,1	29,2	29,8	27,2	24,5	22,8	27,9	26,9	27,5	12,3%	2,2%	
Encours sain	169,8	178,8	169,3	163,9	158,7	170,2	186,6	183,6	205,1	29,3%	11,7%	
Créances douteuses brutes	2,8	2,8	10,3	6,1	0,5	0,3	0,4	0,9	0,9	83,6%	0,8%	
Encours total	172,6	181,6	179,5	170,0	159,2	170,5	187,0	184,5	206,1	29,4%	11,7%	
Taux de créances douteuses	1,6%	1,5%	5,7%	3,6%	0,3%	0,2%	0,2%	0,5%	0,4%	0,1	0,0	
Autres agents												
Encours sain	26,5	24,3	24,4	32,9	39,5	59,1	63,5	56,9	54,2	37,3%	-4,8%	
Créances douteuses brutes	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Encours total	26,8	24,4	24,4	32,9	39,5	59,1	63,5	56,9	54,2	37,3%	-4,8%	
Taux de créances douteuses	1,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0	
TOTAL												
Encours sain	992,7	1 009,7	1 045,1	1 085,3	1 115,9	1 147,7	1 181,4	1 197,8	1 236,0	10,8%	3,2%	
Créances douteuses brutes	261,1	219,7	253,0	171,6	157,5	147,6	145,3	135,5	138,2	-12,3%	1,9%	
Encours total	1 253,8	1 229,4	1 298,1	1 256,9	1 273,4	1 295,3	1 326,7	1 333,3	1 374,2	7,9%	3,1%	
Taux de créances douteuses	20,8%	17,9%	19,5%	13,7%	12,4%	11,4%	11,0%	10,2%	10,1%	-2,3	-0,1	
Taux de provisionnement	79,3%	75,8%	77,7%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0	

Encours de crédit sain total

en millions d'€

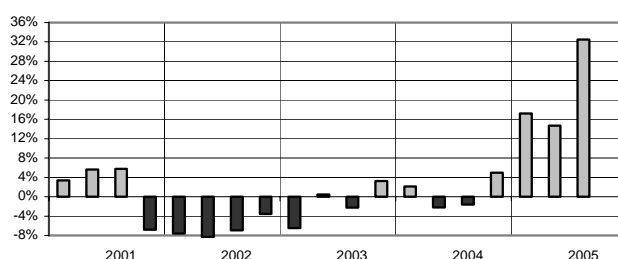
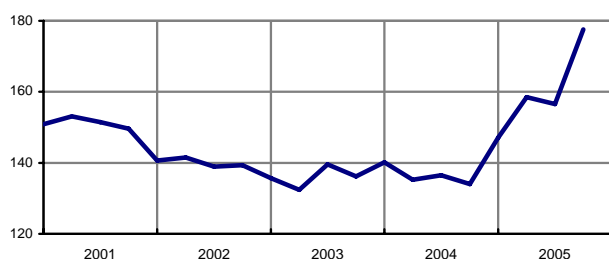
Variation en glissement annuel (en %)



Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

en millions d'€

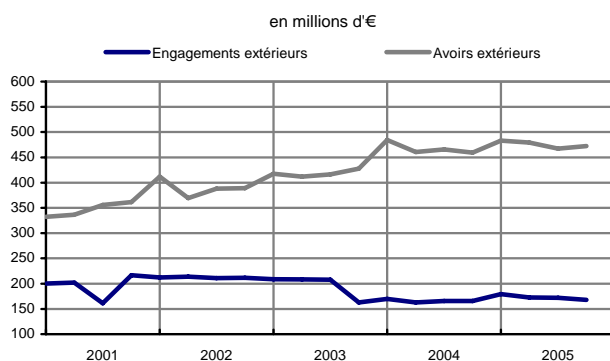
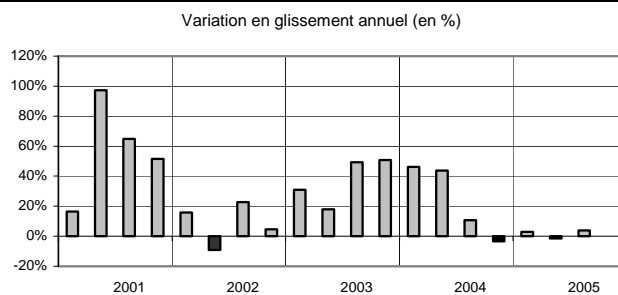
Variation en glissement annuel (en %)



5. La position extérieure nette du système bancaire local

	Montants en millions d'€									Variations	
	sept-00	sept-01	sept-02	sept-03	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	1 an	1 trim.
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	283,5	361,4	389,0	427,7	459,2	483,0	479,2	467,3	472,3	2,9%	1,1%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	195,7	216,7	211,5	162,7	165,8	179,4	172,8	171,8	167,7	1,2%	-2,4%
Position extérieure nette du système bancaire local (A) - (B)	87,8	144,7	177,5	265,0	293,4	303,7	306,4	295,5	304,6	3,8%	3,1%

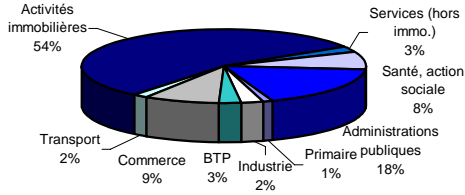
Position extérieure nette



6. Risques sectoriels

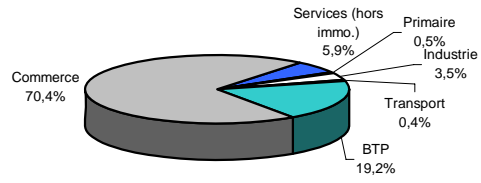
Répartition des risques par secteur au 30/09/2005

Source : SCR de la Banque de France

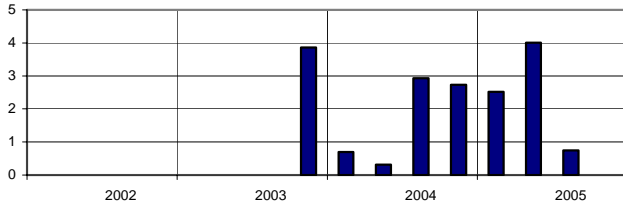


Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 3ème trimestre 2005

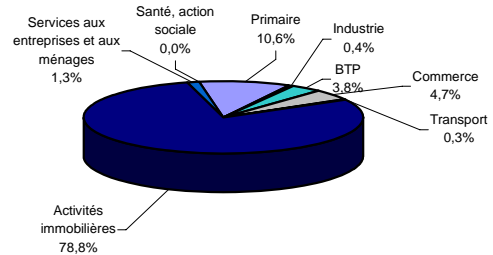
Source : FIBEN



Evolution des nouveaux encours douteux trimestriels en millions d'€

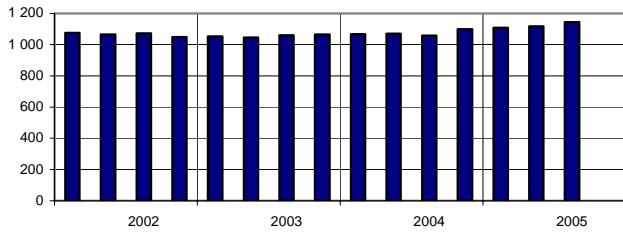


Nouveaux encours douteux au 3ème trimestre 2005

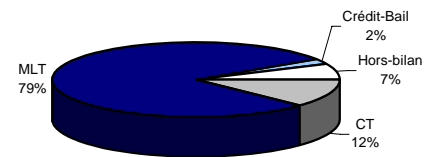


Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

en millions d'€

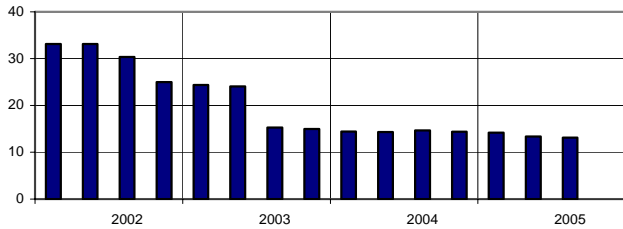


Structure en %

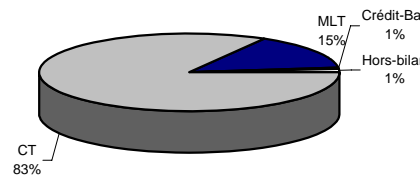


Secteur primaire

en millions d'€

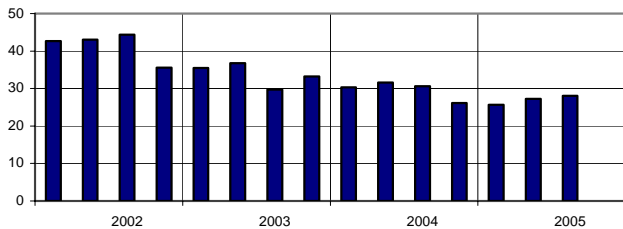


Structure en %

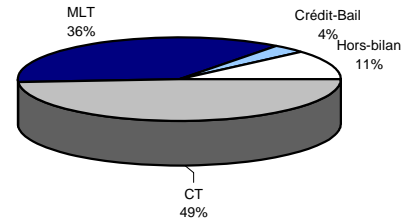


Industrie

en millions d'€

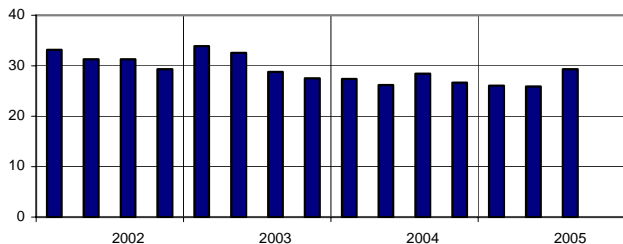


Structure en %

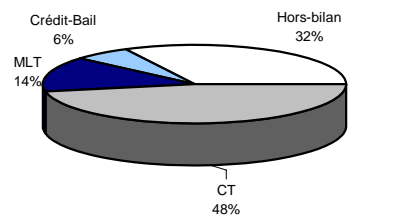


Construction

en millions d'€



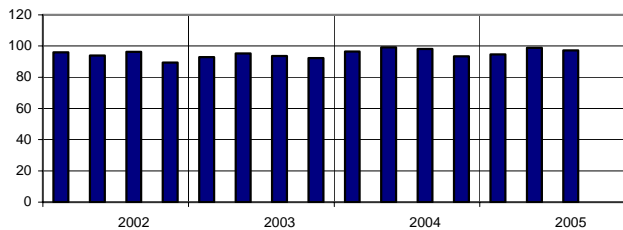
Structure en %



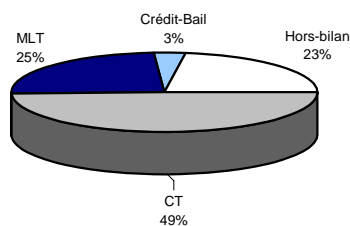
Conjoncture financière et bancaire

Commerce

en millions d'€

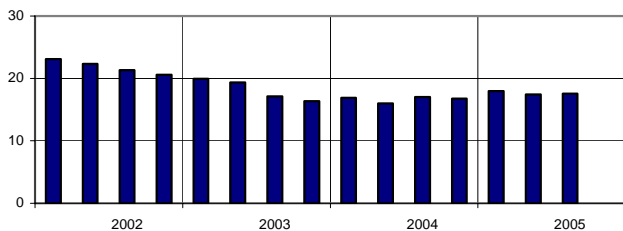


Structure en %

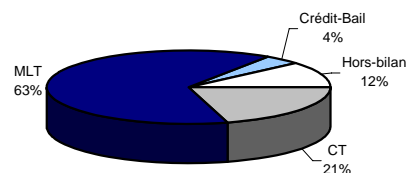


Transport

en millions d'€

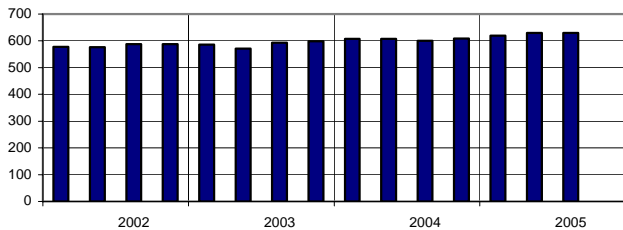


Structure en %

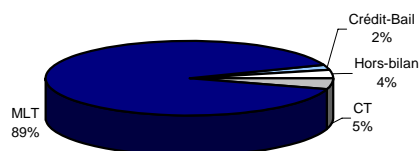


Activités immobilières

en millions d'€

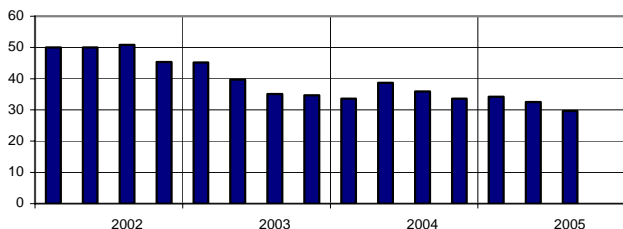


Structure en %

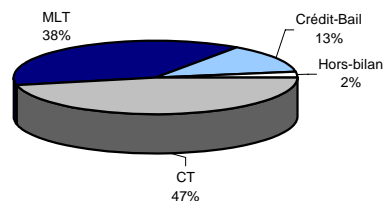


Services (hors immobilier)

en millions d'€

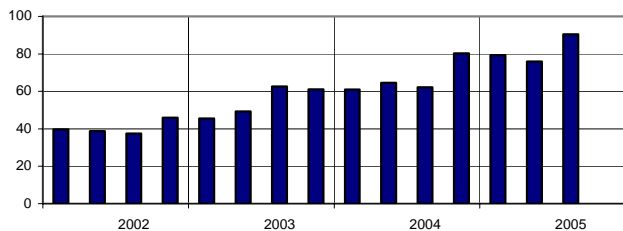


Structure en %

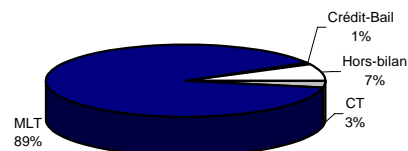


Santé, action sociale

en millions d'€

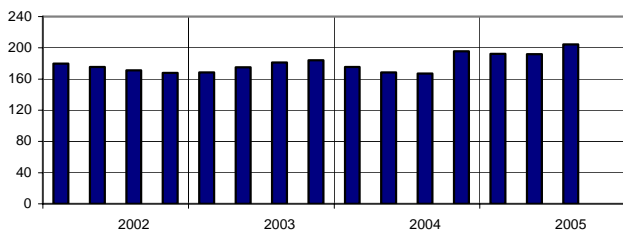


Structure en %

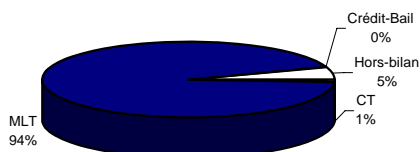


Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

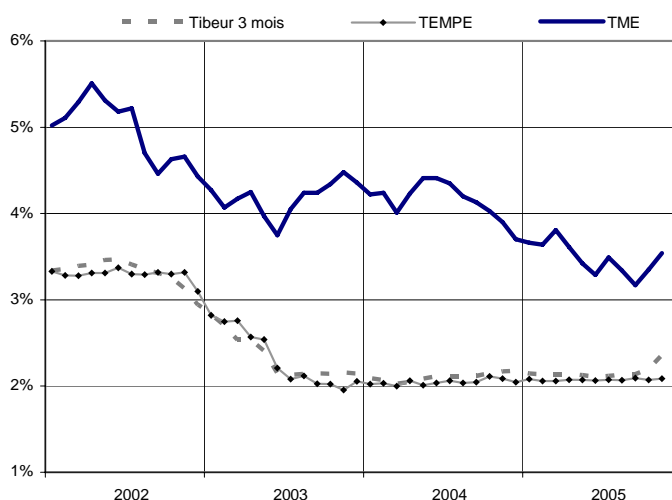
7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (06/12/05)	2,25%
Taux de la facilité de dépôt (06/12/05)	1,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (06/12/05)	3,25%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 04)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,00%	2,00%	3,00%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,25%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2004 (JO du 15/02/04)		2,27%
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)		2,05%

7.2 Principaux taux de marché

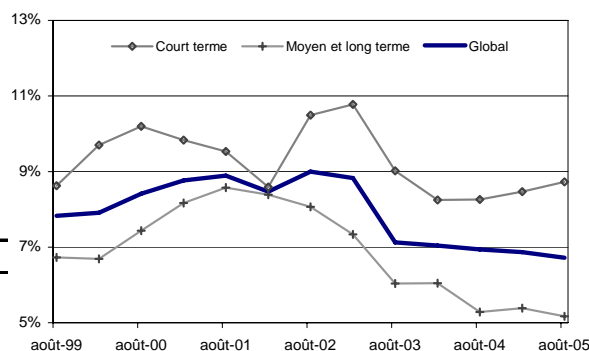


7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Fév.	août	Fév.	août	Variation en pts	
	2004	2004	2005	2005	6 mois	1 an
Crédit à CT	8,25%	8,26%	8,47%	8,73%	0,26	0,47
Escompte	9,57%	7,13%	6,38%	7,60%	1,22	0,47
Découvert	8,26%	9,01%	9,14%	9,49%	0,35	0,48
Autres crédits CT	7,65%	6,93%	8,13%	6,07%	-2,06	-0,86
Crédits à MT et LT	6,05%	5,29%	5,39%	5,17%	-0,22	-0,12
ENSEMBLE	7,04%	6,94%	6,87%	6,72%	-0,15	-0,22

Source : IEDOM Guyane



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période						
	3T2004	4T2004	1T2005	2T2005	3T2005	4T2005	
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%
	- Prêts à taux variable	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%
	- Prêts relais	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts <=1524 €(*)	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,40%	8,55%	8,47%	8,53%	8,95%	8,99%
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe	6,41%	6,47%	6,65%	6,43%	6,31%	5,52%
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable	6,00%	6,08%	6,01%	5,79%	5,67%	6,01%
	- Découvert en compte (**)	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%	11,55%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	7,73%	8,20%	7,88%	7,67%	7,81%	7,75%

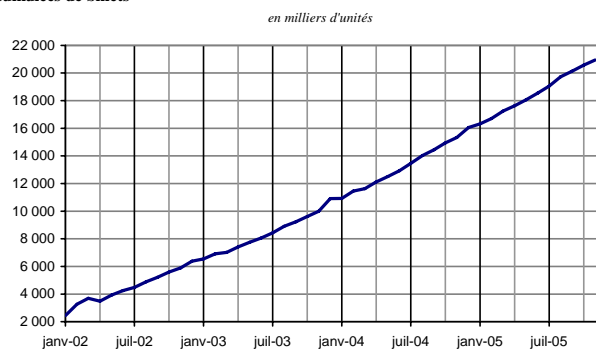
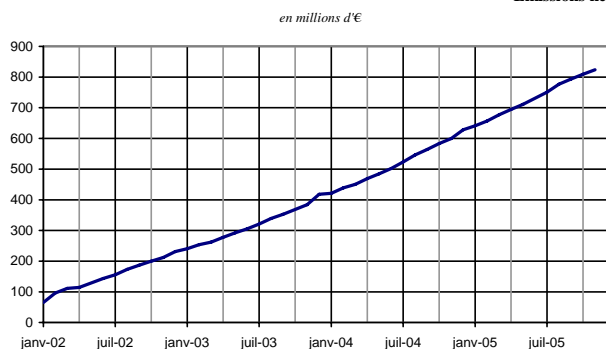
(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

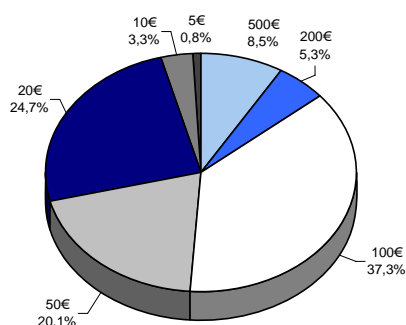
8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

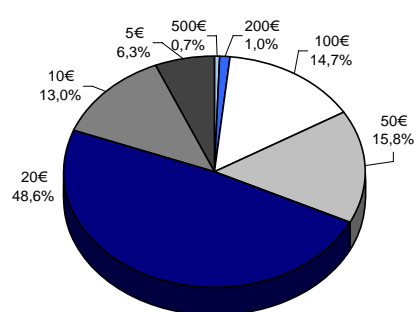
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

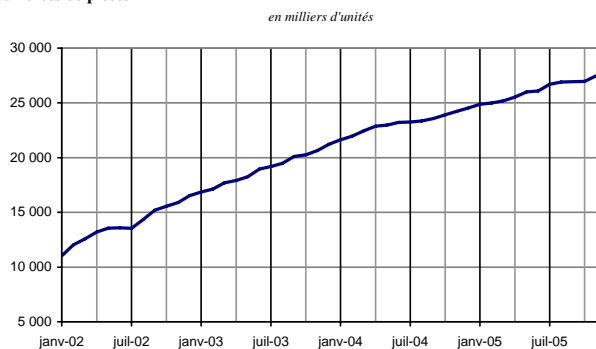
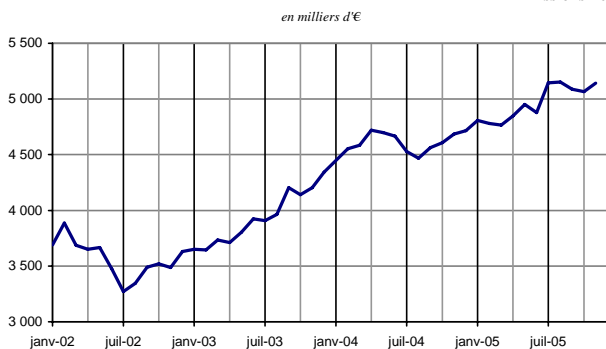


Répartition en volume

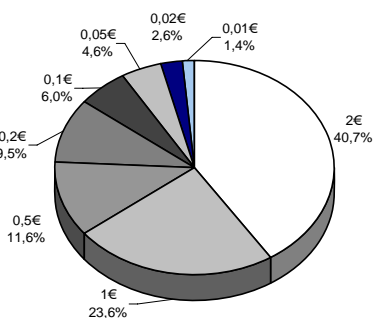


8.2 Emission mensuelle de pièces euros

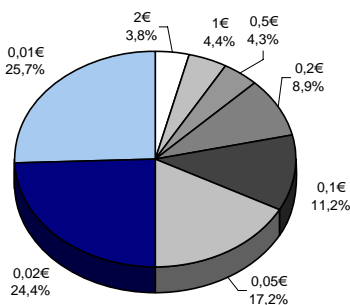
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane MARTIN

Max REMBLIN

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 12 Décembre 2005

Dépôt légal : 12 Décembre 2005- n° ISSN : 0296-3116